

TRAVAILLEURS IMMIGRES EN LUTTE

mensuel ouvrier révolutionnaire

- Numéro 11 - juin 1977 - 1 F -

- ATTENTATS A LA BOMBE

contre

les travailleurs immigrés -

Les résidents de 3 foyers et hôtels, tous travailleurs immigrés, viennent de subir des attentats à la bombe. Cela semble s'être passé partout en même temps : le 3 mai, vers 3 heures du matin, aux foyers de la rue Enthel à Colombes et de la rue du Port à Genevilliers, ainsi que dans un hôtel meublé à Clichy.

A Colombes, une bombe incendiaire a été jetée dans la cage d'escalier de l'un des deux bâtiments du foyer.

POINTS DE VENTE

Librairie du Cinéma 14 juillet : 4 Bd Beaumarchais. 11 ème.
 Librairie Arabe : 2 rue St Victor. 5 ème.
 Tiers Mythe : 21 rue Cujas. 5 ème.
 Librairie Rouge : 10 impasse Guéménée. 4 ème.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE, S'ADRESSER A :

T.I.L.

29 rue Descartes
 75005. PARIS.

(Bien spécifier seulement T.I.L.)

- SOMMAIRE -

- IMMIGRATION : p 1 et 3 : Attentats à la bombe dans les foyers et hôtels.
 p 4 : Marche sur Arenc.
 p 5 et 6 : Un travailleur turc attaqué à coup de tournevis par la CFT.
 p 6 : Fête au foyer Sonacotra de Champigny.
- ALGERIE : p 7 et 8 : RSTA : Une hausse des tarifs, une nécessité pour qui ?
 p 8 et 9 : Le football au service de la bourgeoisie.
 p 10 et 11 : C'est les bureaucrates qu'il faut abattre !
- INTERNATIONAL: p 12 et 13 : Sahara Occidental : Ould Daddah et Hassan en difficulté.
 p 13 et 14 : Ethiopie : Du féodalisme à la dictature militaire.
 p 15 : Djibouti : L'indépendance ... mais pas la fin de l'exploitation !
- CINEMA : p 16 : A propos du film "La question".
- QUI SOMMES-NOUS ? : dernière page.

Le feu a pris très vite : aucune condition de sécurité n'était satisfaite. L'absence de portes coupe-feu, d'extincteur, de sortie de secours et de sonnerie d'alarme, ont tout fait pour que les résidents restent coincés dans les étages.

La cage d'escalier étant en flamme, certains résidents ont du sauter par les fenêtres. D'autres ont noué des draps pour descendre. Les pompiers qu'on avait appelés, ne sont arrivés qu'une demi-heure après que les résidents aient éteint le feu avec des seaux d'eau ...

Bilan général de ces trois attentats : à Colombes, un résident s'est cassé le bras en essayant de s'échapper, à Genevilliers un travailleur est mort à la suite de ses brûlures. A Clichy enfin, il y en a eu de gravement blessés.

A Colombes, les réactions à ce "regrettable accident" ont été significatives :

- les flics : "Du moment qu'il n'y a pas de morts, c'est pas grave."
- les pompiers : "Ce feu n'aurait même pas fait mourir des lapins !".
- le consulat : "La seule solution : celui qui veut retourner dans son pays le peut encore."

Cela se passe de tout commentaire. Quant à nous, nous n'allons pas laisser faire la racaille raciste sans la combattre !

Pour cela, nous ne pouvons compter que sur nos propres forces. La police, quand elle s'occupe de nous, c'est pour nous tabasser ou nous expulser. Quant à l'Amicale ou aux représentants du Consulat, leur comportement dans les luttes que nous avons menées et que nous menons encore, ne nous laisse aucune illusion : on ne peut rien attendre de bon de leur part.

Bien au contraire. A aucun moment ni d'aucune manière ils n'ont dénoncé ces attentats. Ils ont décidé, d'un commun accord avec les flics, d'étouffer l'affaire et de garder le silence.

Notre seule force réside en notre capacité de nous organiser : il faut que nous prenions un maximum de précautions, même si elles ne nous garantissent pas complètement contre les attentats :

- Nous assurer que les issues de secours existent, et qu'elles ne sont pas condamnées.
- Voir à ce que les bouches d'incendie fonctionnent.
- Vérifier qu'il y a des extincteurs à chaque étage, et qu'ils sont encore utilisables ; sinon en exiger de neufs !
- Nous organiser afin d'exercer une surveillance du foyer et de l'hôtel pour nous opposer efficacement aux criminels !

Organisons nous-mêmes notre autodéfense !

- Marche sur Arenc -

Arenc, la prison illégale où l'on enferme les travailleurs immigrés en passe d'expulsion, où on les parque et on les détient arbitrairement, avant même parfois qu'ils aient reçu un décret d'arrestation légal, et où ils sont entourés de flics, de chiens policiers et de miradors, Arenc fonctionne toujours et le scandale, révélé depuis plus de 2 ans, est déjà presque tombé dans l'oubli.

Il faut dire que la bourgeoisie n'a lésiné sur rien pour étouffer l'affaire: le silence de la presse bourgeoise, un substitut-magistrat inquiété par la justice (attaqué "pour diffamation") pour avoir témoigné contre la prison d'Arenc, ainsi que la récente interdiction de la marche de protestation pacifique du 26 mars, montrent à l'évidence que le système est bien rôdé au service des bourgeois, et que la presse, la justice et les flics retrouvent aux bons moments leur solidarité de classe !

Pourtant une nouvelle marche a été décidée par le "Collectif d'information contre la prison d'Arenc" (à Marseille) pour le 4 juin 1977, et qui aux dernières nouvelles n'a pas encore été interdite ... A ce sujet, nous reproduisons un appel du Collectif pour cette marche, même si nous pensons que cette forme d'action est forcément limitée:

- " Parce que nous n'acceptons pas qu'une prison illégale fonctionne aujourd'hui. Parce que nous n'acceptons pas que l'arbitraire policier s'érige en loi. Parce que, pas plus que nous n'admettons que les travailleurs fassent les frais de la crise actuelle, nous n'admettons que les travailleurs immigrés soient expulsés. Parce que nous ne pouvons pas accepter que le droit de protester contre l'illégalité ait été refusé, par l'interdiction de la marche du 26 mars; Nous appelons tous ceux qui refusent que la justice soit une institution au service d'une classe sociale et un tissu de lois inextricables, à manifester leur indignation et leur détermination en rejoignant la marche régionale contre Arenc, le samedi 4 juin 77, à l'initiative du Collectif. Légale ou illégale, Arenc doit fermer ! Inculpation des responsables ! " -

(Collectif d'information contre la prison
2 rue Philippe de Girard. d'Arenc.
13001. Marseille.)

Un travailleur turc attaqué à coup de tournevis

par la CFT

Citroën est connue pour sa répression anti-ouvrière. Le seul syndicat qui soit reconnu est patronnal : la CFT. La CFT est célèbre pour ses écoeurantes méthodes : le tabassage est le moyen auquel elle a souvent recours. Et c'est à coups de tournevis qu'elle vient de régler ses comptes avec un travailleur turc, Mehmet Tanriverdi, à Aulnay-sous-Bois.

Le fait d'être membre de la CGT et candidat sur les listes de cette centrale, pour les élections qui doivent se dérouler début juin dans cette usine, font déjà de lui une cible pour les gangsters de la CFT. Mais avoir le culot, comme il l'a fait, de témoigner au procès intenté par la CGT contre la répression syndicale le 3 mars, c'est largement dépasser les bornes pour ces crapules.

Ce mercredi 18 mai, alors qu'il reprenait son poste de travail à 15 heures, on vint l'informer de sa mutation sur une autre chaîne. A sa nouvelle place, attendant qu'on lui explique son travail, un homme de la CFT lui demanda agressivement pour quelles raisons il avait pris la tract que la CGT distribuait ce jour-là. Mehmet répondit, à juste titre, que ça ne regardait que lui.

Sur quoi, ce dogue de la CFT saisit un tournevis et tenta de le frapper. Si Mehmet put esquiver ce coup, il ne lui fut malheureusement pas possible d'éviter les suivants (qui lui seront portés à la tête), car deux hommes de main de la CFT le ceintureront par derrière.

Quand Mehmet se réveillera, dans le bureau de l'agent du secteur, ce sera pour se faire assommer à coups de pied cette fois-ci. Et il est loin d'être au bout de ses peines.

Car quand il reprendra connaissance la seconde fois, à l'infirmerie, malgré ses exigences d'être hospitalisé, on s'obstinera à lui répéter qu'il n'avait rien, que ce n'était qu'une "fatigue passagère".

Aussi, au lieu de le déposer dans un hôpital, se contenteront-ils de le laisser à la mairie de Garges-les-Gonnesses. Non sans peine, Mehmet arrivera dans un commissariat où, après d'interminables vérifications d'identité, ces messieurs se décideront enfin, à 20 heures 30 (6 h après son agression) à appeler une ambulance.

Cet "incident" a fait l'objet d'articles dans un certain nombre de journaux, mais combien de travailleurs dont la presse ne parle pas, sont ainsi agressés chaque jour ?

Cet incident est connu pour sa répression anti-syndicale. Le seul syndicat qui soit reconnu est patronal : la CFT. Le CFT est célèbre pour ses étonnantes méthodes : le fâcheux est le moyen auquel il a souvent recouru. Et c'est à coups de courriers qu'il vient de régler ses comptes avec un travailleur turc, Mehmet Tanrıverdi, à Aulnay-sous-Bois.

Le fait d'être membre de la CDT et candidat sur les listes de cette centrale, pour les élections par exemple, déjouer début juin dans cette usine, font déjà de lui une cible pour les gangsters de la CFT. Mais voilà la culot, comme il l'a fait, de témoigner au procès intenté par la CDT contre la répression syndicale le 3 mars, c'est dépasser les bornes pour ces crâches.

Le mercredi 18 mai, alors qu'il représentait son poste de travail, il a été agressé par un homme de la CFT qui lui a expliqué son travail. On a vu dans la chaîne. A sa nouvelle sur une autre chaîne. A sa nouvelle, on a vu dans la chaîne. A sa nouvelle, on a vu dans la chaîne.

Samedi 11 juin 1977 se déroule une fête au foyer de Champigny, 79 rue Monument.

Des stands de différents foyers, diverses commissions du Comité de coordination, des buffets et des bars, et un meeting-débat central au milieu de la journée.

Venez nombreux !

Quand Mehmet se réveillera, dans le bureau de l'agent du secteur, ce sera pour se faire assommer à coups de pied cette fois-ci. Et il est loin d'être au bout de ses peines.

Car quand il reprendra connaissance la seconde fois, à l'hôpital, malgré ses exigences d'être hospitalisé, on s'obstinera à lui répéter qu'il n'est rien, que ce n'est qu'une "fatigue passagère".

Hausse des tarifs à la RSTA :

une nécessité pour qui ?

Depuis le premier mai, les tarifs de la RSTA sont passés de 0,40 DA à 0,60 DA. Malgré tout le baratin d'El Moudjahid pour "expliquer" cette augmentation et la présenter comme une "mesure nécessaire", parce que "les pièces détachées importées de l'extérieur ont subi des hausses de prix", ou à cause de " l'investissement consacré à l'achat de nouveaux véhicules" ..., il n'en demeure pas moins que cette augmentation s'inscrit dans le cadre d'une offensive généralisée contre le pouvoir d'achat des travailleurs en Algérie.

Ceci dit, El Moudjahid, avec sa démagogie habituelle, tente de nous rassurer : "Cette augmentation ne vise qu'une certaine catégorie de la population. Il faut voir dans cette mesure le souci de préserver le pouvoir d'achat des masses laborieuses, écoliers et lycéens, c'est-à-dire les titulaires de cartes d'abonnement et d'allers-retours, qui ne sont pas touchés par cette augmentation."

Qui sera donc touché par cette augmentation ? Il est évident que la majorité des "masses laborieuses" en question n'est pas abonnée aux lignes de la RSTA. Quoi qu'il soit, même si tel était le cas, INEVITABLEMENT, ce sont elles qui en supporteraient le poids, de toutes façons. Comme si l'on ignorait que ceux qui, justement, sont censés être les seuls touchés par cette mesure, possèdent en général une voiture (si ce n'est pas plusieurs !). Et quand ils n'en ont pas, l'Etat se charge d'en mettre au moins une à leur disposition, fréquemment avec chauffeur !.

Qui donc doute aujourd'hui que les bus sont pris essentiellement par les "masses laborieuses" ? Or même pour les travailleurs abonnés, le problème n'est résolu que dans une certaine mesure. Car être abonné, ne donne pas droit de circuler comme on veut sur les lignes de la RSTA : la

circulation se limite aux lignes et aux sections auxquelles on est abonné. Un abonnement Hydra- El Madania ne permet de se déplacer que sur une partie de la ligne d'Hydra et sur une partie de celle d'El Madania. En dehors de ces deux lignes et de ces sections, la carte d'abonnement ne sert à rien: il faut payer les tickets à l'unité...

Deux problèmes méritent cependant d'être posés à ces bureaucrates qui se "soucient" de préserver le "pouvoir d'achat des masses laborieuses": la catégorie sociale qui va être touchée par l'augmentation, à moins d'être frappée d'un crétinisme généralisé, peut elle aussi prendre des abonnements! Or si elle le fait, comment feront donc les bureaucrates de la RSTA pour résoudre leurs problèmes financiers?

La deuxième question est la suivante: on nous a souvent rebattu les oreilles avec la quasi inexistence de cette catégorie sociale (chut! ne disons pas son nom!): par conséquent, étant la seule à supporter l'augmentation, pensez-vous qu'elle puisse compenser le déficit de la RSTA?

- Le football au service de la bourgeoisie -

Ces derniers jours, Alger a été le théâtre d'affrontements violents entre flics et spectateurs venus assister à un match de football. Ces derniers, mécontents de voir l'équipe "nationale" se faire battre par l'équipe tunisienne, "défilent à travers les artères de la ville, agressant et

détruisant tout sur leur passage. Autobus de la RSTA, et de la SNTV, vitrines, subissent la colère de ces bandes de voyous. Ce phénomène prend de l'ampleur : dès qu'arrive le vendredi, le service d'ordre est sur la brèche et les populations d'El Biar s'enferment à double tour. On signale des cas similaires à l'Est et à l'Ouest du pays, avant et après chaque match."

Après cette description des faits, El Moudjahid (9.5.77) feint de s'étonner : "Si les incidents dans les tribunes avaient une origine bien déterminée, la défaite, ceux-ci n'en ont point et constituent des gestes gratuits. Pourquoi ces incidents ? Question qui reste sans réponse."

Question sans réponse, ou question à laquelle on ne veut pas donner de réponse ?

Le football, utilisé comme instrument de dépolitisation et d'abêtissement des masses, sert souvent à engendrer un chauvinisme largement entretenu par nos bureaucrates.

Mais cette arme est à double tranchant : il est fréquent que, lors des regroupements qu'occasionne un match de foot, ce soit l'occasion pour la jeunesse algérienne d'exprimer de façon spontanée et violente un mécontentement qui va croissant. Mécontentement dû au fait qu'en Algérie, la situation devient de plus en plus alarmante : le sous-emploi et le chômage sévissent (60 % d'inactifs chez les jeunes), et leurs conséquences, délinquance, larcins de toute sorte, prostitution, sont pour beaucoup la seule solution de survie.

Or c'est bien la bourgeoisie qui est responsable du chômage et de la misère. C'est bien la politique de ces exploiters qui est la cause de ces manifestations de colère.

Cette politique pourtant, place la bourgeoisie devant des contradictions qui ne peuvent que prendre de l'ampleur. Contrôler et encadrer une population à qui elle impose des conditions de vie misérables, ne lui sera pas facile, même si elle distribue des "dérivatifs", les mêmes que partout, d'ailleurs.

Le football en est un, qui a l'avantage, de plus, d'entretenir un nationalisme bien utile. L'Islam en est un autre ; ... les discours démagogiques sur la patrie socialiste en est encore un autre, plus subtil celui-là. Mais les anesthésiques ne suppriment pas le mal. La bourgeoisie ne pourra empêcher que la population, entassée dans les villes sans moyen de survie décent, n'exprime un jour sa révolte.

Les événements dont parle El Moudjahid n'en sont qu'un exemple. Quelles que soient les formes qu'elles prennent, ces manifestations sont bien des manifestations de colère de la part de jeunes pour qui l'avenir est bien sombre.. .. La voilà, la réponse ! Et encore une fois, on ne peut que regretter l'inexistence d'un parti révolutionnaire, qui puisse donner des perspectives politiques à cette révolte.

C'est les bureaucrates qu'il faut abattre !

Depuis un bon bout de temps, El Moudjahid a cru bon de lancer une campagne "contre la bureaucratie". Quand ils parlent de bureaucratie, ceux qui nous gouvernent et les journalistes à leur service parlent des services administratifs auxquels nous, travailleurs, avons régulièrement affaire : bureaux d'état-civil, postes, commissariats, etc ...

Il est certain que nous perdons un temps fou dans ces bureaux. Nous devons faire des queues interminables. On nous fait revenir pour un oui ou pour un non, parce qu'il nous manque un papier. Les employés, les fonctionnaires nous reçoivent avec indifférence et mépris. Il arrive même que certains fonctionnaires nous demandent des pots de vin. Non pas pour nous accorder un passe-droit ou nous rendre service, mais tout simplement pour effectuer le travail pour lequel ils sont payés (généralement mieux que l'ouvrier ou le paysan!) et nous donner les papiers ou les autorisations auxquels nous avons droit !

Ces pratiques n'ont pas changé depuis l'époque de l'administration coloniale. Elles soulèvent un mécontentement et un dégoût bien légitimes de la part des travailleurs qui les subissent.

Boumedienne et sa clique, leurs larbins d'El Moudjahid voudraient donc faire croire qu'ils entreprennent le combat contre ce fléau. Le voudraient-ils réellement qu'ils en seraient complètement incapables ! Le parasitisme bureaucratique et la corruption sont des résultats inévitables d'une société fondée sur l'exploitation et l'oppression. Ils ne sont pas particuliers à l'Algérie. Les travailleurs subissent à des degrés divers dans tous les pays du monde, mais tout particulièrement dans les pays pauvres. Plus le fonctionnaire est pauvre, plus il cherche à arrondir ses revenus..

Le petit fonctionnaire qui nous reçoit au guichet de son administration ne fait en effet que reproduire à son niveau l'exemple qui lui vient d'en haut. Les ministres, les hauts fonctionnaires, les dirigeants des sociétés nationales - qui sont soi-disant chargés de défendre l'intérêt public - n'ont qu'une idée : se remplir les poches, faire main basse sur les biens de l'Etat, procurer de bonnes places aux membres de leur famille et à leurs amis; trafiquer de toutes les manières possibles. Comment le petit ne serait-il pas tenté de d'imiter ses chefs à son échelle? Ces hauts bureau-

SAHARA OCCIDENTAL

crates corrompus qui sont eux de véritables exploitateurs, voudraient donc détourner le mécontentement populaire contre leurs subordonnés, contre les petits. Ces hauts bureaucrates qui touchent des salaires, des notes de frais énormes, occupent de luxueux appartements de fonction, roulent dans les voitures de l'Etat, sont pratiquement à l'abri des condamnations pour les escroqueries, détournements de fond, auxquels ils se livrent régulièrement. Ils se couvrent les uns les autres.

Quand l'un d'eux va trop loin, il n'est généralement condamné que pour la forme, si l'affaire n'est pas étouffée.

C'est l'existence d'une bureaucratie d'Etat toute puissante, sur laquelle nous n'avons aucun contrôle, qui permet tous ces trafics. Voilà la véritable bureaucratie qu'il faut combattre : celle qui nous exploite ! C'est à elle qu'il faut s'en prendre et non à quelques misérables sous-fifres !

Mais bien entendu, ce n'est ni sur Boumediène et ses ministres, ni sur les journalistes d'El Moudjahid qu'il faut compter pour s'attaquer à cette classe de bureaucrates, à laquelle ils appartiennent.

Pour détruire cette bureaucratie, mettre fin à ses privilèges, il faut abattre l'Etat capitaliste qui la nourrit, l'armée, les flics qui la protègent. Il faut instaurer le pouvoir des travailleurs et des paysans pauvres. Ce pouvoir sera fondé sur des comités d'usines, de quartiers, de villages, composés de travailleurs.

Les dirigeants de cet Etat seront élus par ces comités et révocables à tout moment. Ils ne bénéficieront d'aucun privilège et seront payés comme l'ouvrier et le paysan du rang. Nous les contrôlerons étroitement pour éviter qu'ils prennent les habitudes des bureaucrates actuels. Et s'il le faut, nous les changerons et les renverrons aux champs ou à l'usine aussi souvent qu'il le faudra. Un tel Etat contrôlé par les ouvriers et les paysans permettra également de mettre fin au gaspillage, au travail inutile de milliers de petits fonctionnaires, de supprimer tout un tas de paperasseries inutiles. Ce sera un Etat bon marché.

Ne tombons pas dans le panneau et attaquons- nous aux vrais responsables du gaspillage bureaucratique : les hauts bureaucrates bourgeois qui nous exploitent. Les petits fonctionnaires ne sont pour la plupart que des exploités comme nous, même si leur attitude est souvent désagréable. Ils ont le même intérêt que nous à abattre ce système pourri. Ne nous laissons donc pas tromper et diviser par la démagogie des véritables bureaucrates.

SAHARA OCCIDENTAL

Ould Daddah et Hassan II

en difficulté -

A la suite de l'assaut contre Zouerate (1er mai) par les combattants sahraouis du Front Polisario, 2 Français et 1 Mauritanien ont été tués ; 6 Français et 4 Mauritanien, par contre, ont été emmenés en otages, pour servir de monnaie d'échange.

Cette attaque se situe parmi les offensives menées par le Polisario contre les occupants mauritaniens. Zouerate est un centre minier important et est entouré d'une tranchée et d'un rempart (!). Les Français qui y habitaient n'étaient rien d'autre que des ingénieurs, de ceux qui s'occupaient de l'exploitation du fer, et des techniques de fortification militaire du camp ; bref, les agents les plus directs de l'impérialisme.

La facilité, d'autre part, qu'ont eu les Sahraouis à entrer dans Zouerate, n'a sans doute d'égale que la complicité tacite, mais certaine des soldats et de la population mauritanienne, qui manifestent de plus en plus leur résistance à la guerre du Sahara Occidental.

Face à cela, la campagne de presse bourgeoise autour de l'enlèvement des 6 ingénieurs, ne doit surtout pas nous faire oublier, comme l'espère la bourgeoisie, que depuis plusieurs années, ce sont des milliers de Sahraouis qui sont tués ou brûlés au napalm, et des milliers d'enfants ou de nourrissons qui meurent de soif, ou de manque de soins. L'attaque de Zouerate est là pour nous rappeler que la guerre dure toujours, et que l'impérialisme français même aurait peut-être trouvé là l'occasion d'intervenir directement ...

Même si nous ne pleurons pas sur le sort des 6 ingénieurs pris en otages, nous pensons que c'est l'impérialisme qui accule des petits peuples désespérés comme le peuple Sahraoui à ce genre d'actions, qui, de fait, n'apportent pas de solution à leurs problèmes.

En fait, la seule politique conséquente, révolutionnaire à l'heure actuelle, serait surtout, devant les désertions de plus en plus grandes des soldats marocains et surtout mauritaniens, de mener une politique internationaliste déterminée envers les travailleurs de la région, l'unité se faisant évidemment indépendamment du Polisario et de ses visées nationalistes.

Ce n'est qu'en prenant leurs propres affaires en main, radicalement, que les masses sahraouies pourront mener leur double combat, et contre l'impérialisme, et contre leur direction nationaliste bourgeoise, et par ailleurs qu'elles pourront rechercher l'alliance nécessaire des ouvriers et des paysans pauvres des pays voisins contre leur bourgeoisie respective.

C'est à ce prix, en effet, que les travailleurs sahraouis pourront se battre pour leurs intérêts véritables.

ETHIOPIE

Du féodalisme à la dictature militaire -

Des centaines d'étudiants, de femmes, d'enfants massacrés pour avoir osé manifester contre la dictature militaire : on estime à plus de 1 500 personnes le nombre de victimes.

Ce sordide carnage a été réalisé en l'espace de dix jours par ces mêmes militaires qui, pendant un moment, avaient incarné les espoirs des masses qui voulaient en finir avec le régime de Haïlé Sélassié.

.../...

-DJIBOUTI-

L'indépendance ---

mais pas la fin de l'exploitation !

L'indépendance de Djibouti va être proclamée le 27 juin prochain. Le référendum qui a eu lieu le 8 mai a exprimé la volonté de la majorité de la population d'en finir avec 115 ans de colonisation française.

115 ans pendant lesquels les colonialistes ont affamé, humilié la population de Djibouti; où ils ont truqué les élections, assassiné sans vergogne. 115 ans où ils ont même jusqu'à instituer tout un trafic de drogue afin d'abrutir la population.

La fin de Djibouti TOM (Territoire d'Outre-Mer), la fin de Djibouti-colonie a été le fruit des révoltes et de la ténacité de ses habitants.

Ce n'est pas de gaieté de coeur que le capitalisme français a consenti l'indépendance de Djibouti. Mais avant de se retirer, il a bien pris garde d'assurer ses arrières. C'est ainsi que la LPAI, organisation qui a hérité du pouvoir colonial, est un allié sûr pour la métropole. Bien plus, l'armée française va maintenir des milliers de militaires et des bases aéronavales; et ce pour plusieurs raisons : la première est que le pouvoir du LPAI (Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance) a besoin d'être défendu contre d'éventuelles montées de luttes... La deuxième est que l'impérialisme tient à continuer à assurer son rôle de gendarme économique et politique dans cette région du monde.

Cette indépendance qu'a désirée pendant longtemps le peuple de Djibouti, n'est malheureusement pas la fin de sa misère ni de son exploitation. Tout au plus permettra-t-elle la promotion de "cheftons" locaux, véritables créatures de l'impérialisme français.

L'émancipation du peuple de Djibouti, la vraie, ne se fera qu'avec le renversement du monde capitaliste.

oooooooooooooooooooooooooooooooo

A propos du film

"La Question"

Le film d'Heyneman, tiré du livre "La question" de Henri Alleg, militant du PCA et directeur du journal du PCA "l'Alger Républicain" pendant la guerre d'Algérie, retrace l'histoire d'un homme traqué, puis arrêté par les paras de Massu. On sait ce qu'il a subi : c'est ce qu'ont connu des centaines de milliers d'Algériens, c'est l'électricité (la gégène, comme on l'appelle), c'est la baignoire, le sérum de vérité, c'est la soif et toutes les humiliations que peut imaginer un para.

Mais le film est surtout intéressant à deux titres : d'abord, il révèle jusqu'à quel degré de barbarie et de bestialité peuvent aller la bourgeoisie et ses mercenaires. - Ses tortionnaires d'ailleurs, après avoir été condamnés pour la forme, ont tous été décorés depuis.

D'autre part, il montre que le principal souci du PCF actuel est de se refaire une histoire et d'effacer dans les esprits ses anciennes "bavures". En effet, contrairement au film, qui laisse sous-entendre que le PCF soutenait le FLN contre les colonialistes, il est bon de rappeler que le PCF au début de la guerre, n'appelait qu'à la paix (et non à l'indépendance), qu'il vota le 12 mars 1957 les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet (président SFIO), et appuya de ses voix l'état d'urgence et l'envoi du contingent en Algérie.

Ce n'est qu'en 1962, devant le fait accompli, que les staliniens ont changé de rengaine, et qu'ils ont "réclamé" l'indépendance.

Si le film "La question" présente quelque intérêt par certains aspects, il nous montre de quelle hypocrisie est capable le PCF. Ce n'est pas en falsifiant l'histoire que les staliniens arriveront à faire oublier ce qu'ils sont : des contre-révolutionnaires.

QUI SOMMES-NOUS ?

Ce bulletin ronéoté est la publication d'un groupe de militants révolutionnaires algériens, fraction du mouvement communiste international. Il se veut un trait d'union entre la réalité que vivent les travailleurs dans l'immigration et celle du pays d'origine. Il se veut aussi un moyen de contact avec les camarades qui se fixent les mêmes objectifs que nous.

- Notre but est la destruction de l'Etat bourgeois, l'instauration de la dictature du prolétariat et l'abolition de l'esclavage salarié. La dictature de la classe ouvrière à la tête des paysans pauvres et des travailleurs agricoles doit être l'instrument du renversement systématique de la classe exploiteuse. Elle n'a rien de commun ni avec un capitalisme d'Etat, -solution de survie pour le Capital -, ni avec la fausse démocratie bourgeoise, - cette forme hypocrite de la domination des capitalistes -, avec son égalité formelle. Mais les conseils ouvriers, manifestation directe de la démocratie prolétarienne, sont l'image concrète du pouvoir des travailleurs.

- L'organisation des révolutionnaires doit jouer un rôle moteur dans la généralisation des luttes contre le Capital, et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

- Les travailleurs n'ont pas de patrie. Les frontières sont le cadre de leur exploitation. La société communiste ne peut se construire dans un seul pays. L'émancipation des travailleurs exige l'unité internationale des prolétaires, et la conscience de leurs intérêts de classe par delà les limites nationales. Il n'y a pas, actuellement, de pays socialiste au monde.

- Il est nécessaire, pour nous démarquer de certains courants maoïstes, staliniens et réformistes de toute teinte, de souligner que la révolution communiste ne pourra se réaliser que sous la direction consciente du prolétariat, et qu'une lutte de libération nationale ne saurait remplacer une révolution prolétarienne, cette dernière réalisant seule les intérêts de classe du prolétariat.

"QUE LES CLASSES DOMINANTES TREMBLENT
DEVANT UNE REVOLUTION COMMUNISTE.
LES PROLETAIRES N'ONT RIEN A Y PERDRE
QUE LEURS CHAINES,
ILS ONT UN MONDE A GAGNER."

("Le Manifeste Communiste")